

# Colloque regr. SSS

## **COLLOQUE DU REGROUPEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**

Le *Regroupement d'établissements de santé et des services sociaux, région Saguenay – Lac-Saint-Jean*, est un collectif de tous les établissements du Saguenay – Lac-Saint-Jean (Centres hospitaliers, CLSC, CHLSD, Centre Jeunesse, Centre de Réadaptation, etc.) qui, depuis 1992, ont décidé de s'associer pour mettre en commun leurs préoccupations, leurs efforts et leurs expertises en matière de développement des ressources humaines.

Le comité organisateur de ce colloque se compose de personnes provenant des centrales syndicales (APTS, CSN, FTQ, SIISNEQ-CSQ), des associations de cadres (AGESSS, ACSSSQ, ADGSSS, APER), de l'Agence régionale de la santé et des services sociaux et du réseau d'enseignement (Cégep et Université). La présidence est occupée en alternance par un membre issu du milieu syndical et l'année suivante par quelqu'un du milieu patronal. Le même principe d'alternance s'applique en ce qui a trait à la localisation de l'évènement : une année au Saguenay, l'année suivante au Lac-Saint-Jean.

L'objectif central, poursuivi par les différents comités organisateurs qui se sont succédés durant toutes ces années, est :

« Organiser, en partenariat employeurs/employés, une activité de réflexion axée sur le développement des ressources humaines, activité ouverte à l'ensemble du personnel des établissements du réseau régional de la santé et des services sociaux et aux partenaires d'autres réseaux (éducation, justice, communautaire). »

Le but souhaité par ce colloque, qui réunit plus de 400 personnes, est d'enclencher un processus de réflexion qui va se poursuivre dans les établissements du réseau régional durant toute l'année. Il s'agit donc essentiellement d'un colloque visant la réflexion et la sensibilisation, le partage et la concertation autour d'un thème relié au développement des ressources humaines.

Le colloque a lieu habituellement l'automne et des conférenciers intéressants sont au rendez-vous annuellement: Carol Allain, Omar Aktouf, Johanne De Montigny, Robert Piché, Albert Jacquard, Serge Marquis, Luc Poirier, Andrée Jetté, etc.

Sylvie Blackburn  
Vice-présidente

# Récif 02

## **RÉCIF 02 - TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES SAGUENAY – LAC-ST-JEAN**

Récif 02 est la Table de concertation des groupes de femmes de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean et existe depuis 1987. Le regroupement représente 29 groupes sur tout le territoire régional, ce qui représente un peu plus de 10 000 femmes. Il est chapeauté par un conseil de gestion composé de 6 membres.

La Table des groupes de femmes est un réseau féministe d'échanges, de formation, d'information et d'action. La Table agit politiquement, sans partisanerie, pour que les droits et les intérêts des femmes soient concrètement respectés dans des domaines comme la santé et le développement social et économique de notre région. Le mouvement régional des femmes travaille à ce que la réalité des femmes soit mieux connue, reconnue et prise en compte.

La mission de l'organisme est de créer une solidarité régionale en regroupant les femmes du Saguenay – Lac-Saint-Jean, pour assurer le droit des femmes dans une perspective d'autonomie et d'égalité.

La Table intervient dans plusieurs sphères de la vie sociale, politique, économique et culturelle, susceptibles d'influencer les conditions de vie des femmes de notre région. Nous établissons aussi différents partenariats afin de participer à la détermination des orientations pour que soient pris en compte la réalité et les besoins des femmes dans les priorités d'action au niveau local et régional. Nous nous impliquons également dans les actions menées par l'ensemble des groupes de femmes du Québec ainsi que celles organisées par les groupes communautaires.

La Table est également actrice du mouvement national et international des femmes. L'organisation de la Marche mondiale des femmes en 2000 et en 2005 avait ralliée les groupes et regroupements autour d'une même vision commune. Encore vibrante et nourrissante de par les suites qu'on lui assure, la Marche aura été l'ouverture sur un chantier vivant de mise en commun de points de vue, d'approfondissements de problématiques, de critique collective de dossiers ou de politiques, dans le but d'intervenir localement, régionalement, nationalement et internationalement.

La Table est impliquée dans plusieurs dossiers reliés à l'avancement de la condition féminine dans notre société. En voici quelques uns :

### 1. Entente spécifique en matière de condition féminine dans la région 02

En conformité avec le Plan d'action de la politique gouvernementale « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait », le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine a conclu une entente spécifique avec la Conférence régionale des élus du Saguenay – Lac-Saint-Jean ainsi que ses partenaires. Trois objectifs principaux ont été identifiés :

- viser l'amélioration de la situation économique des femmes par l'augmentation de leur taux d'activité;
- soutenir les MRC et les municipalités dans la prise en compte du point de vue et de la réalité des femmes;
- viser la parité de représentation des femmes dans les lieux consultatifs et décisionnels de la région.

Cette entente est une occasion privilégiée pour l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes.

### 2. Élections municipales

Dans la région, les femmes représentaient, en 2005, 18,8% des maires et 29,4% des conseillers, ce qui représente concrètement 9 mairesses pour 39 maires et 91 conseillères pour 218 conseillers municipaux. Afin d'augmenter ces pourcentages, Récif 02 a procédé avec succès au lancement d'un « Programme de mentorat en politique municipale auprès des femmes ». Ce programme vise à l'établissement d'une relation d'aide entre deux femmes; l'une ayant œuvrée ou œuvrant actuellement en tant qu'élue au sein d'un conseil municipal et la seconde étant une femme songeant à se porter candidate lors des prochaines élections municipales. Une douzaine de dyades mentoriales ont pu être formées. Un volet « formation » pour répondre aux besoins des femmes intéressées par la politique municipale a également été mis sur pied.

### 3. Programme de mentorat

Visiter le site de Récif 02 pour la description du programme : [www.recif02.com](http://www.recif02.com)

### 4. La Marche mondiale des femmes

Visiter le site de Récif 02 pour la description du programme : [www.recif02.com](http://www.recif02.com) ou celui de la Marche : [www.mmf2010.info](http://www.mmf2010.info).

Sylvie Blackburn  
Vice-présidente

# Relations Interculturelles

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) se préoccupe des questions d'immigration et de relations interculturelles depuis de nombreuses années. Un comité confédéral a été créé en 1986 avec le mandat de réfléchir à ces questions et de recommander au comité exécutif des orientations et des actions en cette matière.

C'est ainsi, qu'au fil du temps, la CSN et ses organismes affiliés se sont impliqués de différentes façons dans la défense des droits des minorités ethniques, dans la sensibilisation de la population et de ses membres à la différence, à l'ouverture aux autres, aux problèmes vécus par les nouvelles et nouveaux arrivants, à la lutte aux préjugés et au racisme, etc.

À l'image de la société québécoise, la composition de plusieurs syndicats affiliés à la CSN s'est transformée au cours des dernières années et on y trouve un nombre croissant de travailleuses et travailleurs issus des communautés culturelles. Comme dans plusieurs autres pays industrialisés, le déficit démographique interpelle la société tout entière et touche déjà de façon tangible le marché de l'emploi. Le gouvernement du Québec a fait des efforts importants pour accroître le nombre d'immigrants, franciser l'immigration et la régionaliser. Les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs fixés. Beaucoup de travail reste à faire pour changer le portrait de l'immigration, tout particulièrement dans les régions.

La CSN souhaite que ses syndicats soient proactifs dans leur milieu et travaillent de façon conjointe avec les employeurs. Des obstacles considérables sont présents dans les milieux de travail et tous doivent être mis à contribution, autant employeurs que travailleuses et travailleurs, afin d'implanter différents mécanismes favorisant l'accueil et le soutien à leur intégration et à leur maintien en emploi.

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles organise depuis 2002 une Semaine québécoise des rencontres interculturelles (SQRI). Cette semaine a pour but de mettre en valeur la contribution des Québécoises et Québécois des communautés culturelles, d'encourager le dialogue interculturel et de favoriser le rapprochement entre les Québécoises et les Québécois de toutes origines. La CSN, les conseils centraux et les fédérations sont mis à contribution pour organiser des activités pendant cette campagne.

Lors des états généraux du 15 juin 2009, le Conseil central avait à l'ordre du jour une présentation du guide CSN : « Des milieux de travail de toutes les couleurs; apprendre à travailler ensemble ». Suite à la présentation de ce guide pour l'intégration et le maintien en emploi des immigrantes et immigrants et des personnes des communautés culturelles et minorités visibles, une résolution a été adoptée par les délégué-es, soit que le Conseil central sensibilise les syndicats à ces questions et les invite à se donner des mécanismes d'accueil et d'intégration.

Les objectifs du Conseil central sont de faire prendre conscience de l'importance de l'immigration, de sensibiliser les syndicats à la venue chez eux d'immigrants, de membres de communautés culturelles et de minorités visibles, de débattre des meilleurs moyens pour faciliter leur intégration et leur maintien en emploi ainsi que de renforcer la vie syndicale par leur présence. Par l'intermédiaire du journal *Le Porte-parole*, de notre site Web, par envoi postal et lors des assemblées générales, ces objectifs seront encore mis de l'avant pour le prochain mandat.

Pierre Morel  
Secrétaire général

# Réseau RIF

Le Réseau investissement femmes (RIF) est un organisme à but non lucratif qui a vu le jour en mars 2003 au Saguenay – Lac-Saint-Jean. Il est financé en vertu d'une entente tripartite avec Filaction et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (à l'époque il s'agissait du ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche). Les fonds d'investissement dédiés aux femmes entrepreneures ont été créés à la suite de diverses études dont l'objectif était de comprendre les difficultés rencontrées par les femmes qui veulent se lancer en affaires.

Il emploie trois personnes : une directrice générale, une adjointe administrative et un analyste financier. Son conseil d'administration est composé d'un minimum de neuf femmes dont au moins cinq doivent être entrepreneures représentant chacune des MRC de la région; les autres sièges sont réservés à des organismes spécifiques : CSN, CLD du Fjord, organisme lié à la promotion de la condition féminine (Récif 02), Filaction, ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'Exportation (observatrice seulement). Les rencontres ont lieu aux six semaines. Il y a une assemblée générale annuelle et un « Lac à l'épaule » en début d'année pour inscrire les priorités au plan de travail.

Le RIF a pour mission de permettre aux femmes de participer au développement socioéconomique de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean et de contribuer à l'atteinte de l'autonomie financière et sociale des femmes, à la création et au maintien d'emplois durables et diversifiés des femmes entrepreneures.

Les services offerts par le RIF sont :

- Améliorer l'accès au financement pour les femmes entrepreneures. Un fonds d'investissement de 600 000 \$ est disponible sous forme de prêt ou de garantie de prêt.
- Assurer des services d'accompagnement et des activités de formation afin de permettre aux femmes de démarrer ou de faire progresser leur entreprise.
- Référer les femmes entrepreneures auprès des organismes existants en matière de soutien au démarrage d'entreprise.
- Faciliter le réseautage entre les femmes entrepreneures.
- Promouvoir l'entrepreneuriat féminin ainsi que ses intérêts.

Le RIF est fier de ses réalisations et des résultats obtenus à ce jour. Il a mis sur pied des activités de promotion, initié des activités de réseautage, offert des activités de formation et cherché à mieux cerner les besoins régionaux. Il a visé à développer le partenariat et la synergie avec les autres organismes locaux et régionaux actifs en développement économique.

Voici quelques réalisations depuis sa création :

- Service de consultation : 155 femmes assistées
- Service d'accompagnement : 450 femmes accompagnées
- Service d'aide financière : 43 projets acceptés
- Nombre de projets analysés : 100
- Nombre d'emplois créés/maintenus : 155
- Participation et organisation de l'activité « Avenir au féminin, la parole est à vous »
- Initiation du prix « Femmes d'inspiration », suivi du « Gala édition spéciale »
- Participation au « Gala du réseau des femmes d'affaires du Québec »
- Participation et organisation de la Semaine de l'entrepreneuriat
- Participation active d'une cellule de mentorat
- Création d'un DVD promotionnel sur le RIF en vue d'une diffusion dans les écoles de la région
- Création du site internet; [www.rif02.ca](http://www.rif02.ca)

Sylvie Blackburn  
Vice-présidente

# Solidarité populaire

Solidarité populaire 02 (SP02) est une large coalition d'organismes (une cinquantaine) et de regroupements qui proviennent du milieu communautaire, populaire autonome, syndical, pastoral, des organisations communautaires en CLSC, du mouvement étudiant et plusieurs autres. Elle a pris forme lors de la présentation du projet de réforme de l'aide sociale à l'automne 1987. Plusieurs groupes s'organisent alors pour s'opposer à ce projet. En 1989, la nouvelle Loi de l'aide sociale est adoptée et une solidarité se bâtit autour de la lutte contre la réforme. Ainsi est née SP02! Depuis ce temps, SP02 a élargi ses préoccupations à l'ensemble des politiques appauvrissantes.

Les objectifs de cette coalition sont :

- contribuer à la lutte contre les politiques de compression dans les programmes sociaux des différents gouvernements;
- contribuer à la lutte contre les mesures appauvrissantes qui influent sur les conditions de vie des classes populaires de notre région;
- contribuer à la promotion d'une révision de la fiscalité permettant de contrer les inégalités croissantes en assurant un meilleur partage de la richesse;
- promouvoir la citoyenneté, la démocratie et la solidarité en lien avec le projet de société véhiculé dans la Charte d'un Québec populaire.

Et les rôles sont :

- réflexion, concertation, action, collaboration, entraide, appuis, information, formation, mobilisation citoyenne et proposition d'alternatives.

L'engagement des organismes et regroupements est de participer annuellement aux assemblées ordinaires (cinq par année), à l'assemblée générale annuelle, de faire partie de l'un ou l'autre des comités (coordination, aide sociale, politique, comité régional pour un Québec sans pauvreté), de payer sa cotisation annuelle (50 \$) et de participer aux formations et aux activités de mobilisation sociale.

Sylvie Blackburn  
Vice-présidente